

ENFO PRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n^o 135

Du 2 au 8 août 1985

POLITIQUE

Assassinat d'un autre membre du GAM
Un arrêt à la violence est exigé
Un homme politique déjoue une tentative d'enlèvement
Une dépression sans pareille
Candidatures définitives
Pressions exercées pour obtenir davantage de privilèges
Négociations illicites ?
Changements au sein de l'armée

ECONOMIE

Le prix de l'essence en hausse
Montée des prix
Opposition à la hausse du prix des combustibles
Octroi de crédits
Aide américaine accrue
La situation économique s'aggrave
Le régime désire négocier avec le FMI

CONTRE-INSURRECTION

Paysans capturés

INSURRECTION

Occupation de plantations de café
Harcèlement de l'armée
Attaque d'un campement pétrolier

SITUATION SOCIALE

Augmentation salariale exigée

DROITS DE L'HOMME

Torture dans les prisons
Assassinat de conjoints
Pas d'informations sur les disparus
Le nombre d'enlèvements s'accroît

- 2 -

POLITIQUE

ASSASSINAT D'UN AUTRE MEMBRE DU GAM

Le 31 juillet, les proches de Carlos Leonel Caxaj Rodriguez, membre du Groupe d'Appui Mutual -GAM- qui regroupe les parents des personnes disparues, dénonçaient l'assassinat de leur parent, le 30 juillet, dans un faubourg de la capitale guatémaltèque par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales.

Caxaj Rodriguez s'était joint au GAM pour exiger la libération d'un de ses frères, séquestré il y a plus d'un an et exerçait la profession de professeur dans un institut d'enseignement secondaire. Au cours de cette année, divers dirigeants du GAM furent assassinés : Héctor Gómez Calito et Rosario Godoy de Cuevas.

UN ARRET A LA VIOLENCE EST EXIGE

Dans un communiqué de presse, publié le 31 juillet, 158 personnalités espagnoles, dont des hommes politiques, des députés, des intellectuels, des artistes, des religieux et des journalistes, demandaient au régime militaire que soit mis un terme aux violations des Droits de l'Homme au Guatemala.

Le communiqué dénonce les menaces, les agressions portées contre des membres du GAM, la violence gouvernementale à l'encontre des habitants de Santiago Atitlàn, de même que les violations des Droits de l'Homme perpétrées par les forces de sécurité gouvernementales.

UN HOMME POLITIQUE DEJOUE UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT

Le dirigeant politique social-démocrate, Alfredo Cifuentes del Aguila, Secrétaire Général du Comité du Front Civique Authentique (Frente Cívico Auténtico) -FCA- a réussi à échapper à une tentative d'enlèvement, la nuit du vendredi 2 août, lorsque un groupe d'inconnus, armés, cherchait à le faire monter à bord d'un véhicule, en plein centre de la capitale. Le dirigeant politique sortait d'une réunion de son parti.

Le dirigeant fut légèrement blessé au cours de l'opération mais, ses cris lui ont permis d'échapper à l'enlèvement puisque les inconnus, que des membres du FCA ont identifié comme étant des effectifs des forces de sécurité gouvernementales ayant pour mission d'intimider le dit groupe politique, ont préféré s'enfuir.

UNE DEPRESSION SANS PAREILLE

Selon un article du journal The New York Times, publié par l'Excélsior du Mexique, le 4 août, "la corruption des actuels dirigeants militaires, la fuite des capitaux évaluée à 1 milliard de dollars, la chute du prix des produits agricoles d'exportation et la crise du tourisme et du marché intérieur, à la suite d'une guerre civile, semblent être les causes principales de la crise" que traverse le Guatemala.

Le reportage signale, en outre, que l'économie la plus stable de l'Amérique Centrale, à savoir, l'économie guatémaltèque, est tombée dans une dépression économique sans pareille pour ces 50 dernières années et que "le secteur privé ne veut apparemment pas assumer une quelconque responsabilité dans le développement de l'infrastructure ou le bien-être de la population dans son ensemble". Et l'article de poursuivre en citant l'avis d'un diplomate étranger "c'est le problème le plus criant du pays, car il existe une forte différence entre les pauvres et les riches".

CANDIDATURES DEFINITIVES

Les 3 et 4 août, un terme a été mis à la proclamation des candidatures présidentielles et vice-présidentielles des principaux groupes politiques qui prendront part aux élections générales du 3 novembre prochain.

Les "tandems" à qui l'on attribue les plus grandes chances sont: pour la Démocratie-Chrétienne (du centre), Vinicio Cerezo Arévalo et Roberto Carpio Nicolle; pour le Parti Démocratique de Coopération Nationale et le Révolutionnaire (de droite), Jorge Serrano Elias et Mario Fuentes Peruccini; pour l'Union de Centre National (du centre), Jorge Carpio Nicolle et Ramiro de León Carpio et; pour le Mouvement de Libération National (d'extrême-droite), Mario Sandoval Alarcón et Jaime Càceres Knox.

PRESSIONS EXERCÉES POUR OBTENIR DAVANTAGE DE PRIVILEGES

Le 31 juillet, une Commission du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, entité par excellence qui représente le secteur privé, rendait visite au Ministre du Travail, Carlos Padilla Natareno, aux fins de demander l'élaboration d'un projet d'indemnisation de travail (pour les renvois justifiés) plus souple que le système en vigueur actuellement et pour éviter que ne lui soit donné un caractère universel.

NEGOCIATIONS ILLICITES ?

D'après diverses rumeurs qui, le 2 août, trouvaient écho dans les milieux de presse locaux, le Chef de l'Etat guatémaltèque serait impliqué dans un détournement de 30 millions de dollars, sortis illégalement du Guatemala. Selon les mêmes rumeurs, une femme aurait été arrêtée à cet effet aux Etats-Unis. Il a également été dit que le gouvernement avait saisi un lot de journaux provenant d'autres pays et qui relataient cette affaire.

Le Général Mejia a démenti les rumeurs en affirmant qu'elles "cherchaient à causer une animadversion auprès des officiers de l'armée et entraîner un coup d'Etat afin que les élections ne puissent pas se tenir".

CHANGEMENTS AU SEIN DE L'ARMEE

Le 2 août, un communiqué officiel signalait que plus de 100 officiers occupant de hautes fonctions et cadres moyens des forces armées ont été réaffectés dans divers postes à l'intérieur du pays. Selon les observateurs, ces nouvelles affectations sont synonymes d'un réaménagement de la structure hiérarchique militaire en vue des prochaines élections de novembre.

Parmi les changements, on peut citer celui du Chef de l'Etat-Major de la Préfecture d'Etat, le Colonel Pablo Nuila Hub qui assurait le commandement de la base militaire de Poptún, située à El Petén, avant d'être remplacé par le Colonel Julio César Ruano, ancien Commandant de la base de parachutistes de Puerto de San José, à Escuintla.

ECONOMIE

LE PRIX DE L'ESSENCE EN HAUSSE

A la suite d'un décret-loi daté du 31 juillet, dès le 1^o août, l'essence super et normale ont augmenté de près de 50 % le gallon (= 3,75 litres). L'essence super passe donc de Q. 2,07 à Q. 3,10 et la normale de Q. 1,90 à Q. 2,90.

Le 1^o août, au cours d'une conférence de presse, le Ministre des Mines et Hydrocarbures, le Colonel Alejandro Contreras a déclaré : "Les augmentations de l'essence ont, en définitive, résolu le problème de la monétisation sans pour autant apporter une solution à la disponibilité des devises". Il a ajouté que "cette mesure allait permettre la réduction du déficit fiscal et d'éviter les effets inflationnistes, à la suite de la compression de la monétisation produite par le dit déficit et, en outre, le pays se verra placé dans de meilleures conditions au cours des futures négociations avec les entités de financement".

MONTEE DES PRIX

Le 3 août, l'Agence Française de Presse -AFP- signalait qu'une montée générale des prix et la dévaluation du Quetzal par rapport au dollar avaient immédiatement suivi l'augmentation des prix de l'essence. Le Quetzal se voyait coté au prix de Q. 3,58 pour \$ 1 à la vente et, Q. 3,65 à l'achat.

AFP souligne que les observateurs politiques craignent que ces mesures pré-citées et leurs effets n'entraînent des troubles sociaux au cours des derniers mois de la campagne électorale.

OPPOSITION A LA HAUSSE DU PRIX DES COMBUSTIBLES

Le 2 août, les producteurs de café prenaient position contre l'augmentation des combustibles, décrétée par le gouvernement. Cette opposition est apparue dans un communiqué de presse où ils mettent en exergue le fait que de telles mesures "amèneront un effondrement économique et social suivi de conséquences incalculables".

Le groupe économique le plus puissant du pays n'hésite pas à affirmer que "le gouvernement persiste à se rendre impopulaire et chaque fois moins crédible". Ce même groupe signale que le gouvernement avait offert dans le contexte du fameux "dialogue national" de ne pas augmenter les prix de l'essence, justifiant de la sorte qu'il n'existaient pas de concessions portant sur les bénéfices du change vis-à-vis de ce secteur. Cependant, selon le communiqué, du fait de la hausse des prix des combustibles, une spirale inflationniste ne manquera pas de se produire dans le pays.

OCTROI DE CREDITS

Le 31 juillet, la Banque de Guatemala faisait savoir que le régime guatémaltèque avait obtenu divers crédits de la banque internationale pour une valeur de 128 millions de dollars. La Banque Inter-Américaine de Développement -BID- a concédé 60 millions, la Banque Mondiale en a octroyé 20, 33 autres ont été alloués par un groupe de banques américaines bénéficiant de la garantie du Commodity Corporation du gouvernement américain et enfin 25 millions proviendront de l'Eximbank, également américaine.

Carlos Méndez, directeur du département international de la Banque de Guatemala, a signalé lors d'une conférence de presse que les nouvelles lignes de crédit "seraient mises à la disposition du secteur privé pour que ce dernier les utilise dans l'importation de biens et services indispensables à l'appareil productif du pays".

AIDE AMERIQUE ACCRUE

L'Agence américaine pour le Développement -AID- a effectué un don de 1 million de dollars au gouvernement guatémaltèque pour financer l'achat de pièces de rechange destinés à la centrale thermoélectrique de Mauricio, dans le département de Escuintla.

L'Ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra a déclaré, au sujet de cette aide : "Il est important que le nouveau gouvernement qui assurera le pouvoir en janvier bénéficie d'une situation économique allégée".

LA SITUATION ECONOMIQUE S'AGGRAVE

Le 31 juillet, dans une publication de presse, l'Université Nationale de San Carlos de Guatemala -USAC- stipulait qu'à la fin du fameux "dialogue national" la situation économique du pays s'était aggravée et elle critiquait également l'Initiative Privée qui a exercé des pressions pour obtenir la réduction du budget de l'Etat et l'émission de bons.

En outre, l'USAC s'est prononcée contre l'augmentation du prix de l'essence : "tout semble indiquer que cette hausse a été provoqué par des forces extérieures et par ceux qui essayent continuellement d'exercer, de l'intérieur, des pressions en faveur de stimulants au change"; ce qui, conclut le communiqué, s'est traduit par des "hausses exagérées" des prix généraux du marché.

LE REGIME DESIRE NEGOCIER AVEC LE FMI

Le 3 août, le Général Mejia Victores déclarait que le gouvernement guatémaltèque ne voudrait pas grossir les rangs "du club des pays endettés" et qu'il poursuivrait ses négociations avec le Fonds Monétaire International -FMI-. Le Chef de l'Etat faisait allusion aux démarches entreprises par divers pays latino-américains en vue de renégocier à des conditions plus avantageuses le paiement de leur dette extérieure.

En dépit de la position adoptée par le régime guatémaltèque, ce dernier connaît de sérieux problèmes pour obtenir un financement extérieur, après la décision prise par le FMI, à savoir, le non-versement de la dernière tranche d'un prêt "Stand By" octroyé en 1984.

CONTRE-INSURRECTION

PAYSANS CAPTURES

Le 1^o août, on apprenait que 10 paysans, habitants des diverses bourgades de la municipalité de Chajul, dans le département de El Quiché, qui fuyaient depuis plus d'un an les opérations effectuées par l'armée dans la région, ont été capturés par une patrouille militaire dans les montagnes environnantes et ont été transférés auprès de la garnison locale, d'où ils seront envoyés dans des bourgades contrôlées par l'armée.

INSURRECTION

OCCUPATION DE PLANTATIONS DE CAFE

L'ORPA, Organisation du Peuple en Armes, signalait le 6 août qu'au cours d'une mobilisation de plus de 2 000 effectifs de l'armée, les forces de l'ORPA ont réussi à occuper entre le 31 juillet et le 3 août, 8 plantations de café importantes et une bourgade situées dans le département de San Marcos et dans la zone de Costa Cuca, à Quetzaltenango.

Les propriétés, Pia Monte, Andalucia, Nueva Luz et la bourgade Paty, dans la municipalité de San Rafael Pie de la Cuesta, à San Marcos, ont été occupées simultanément, le 3 août par les insurgés qui ont organisé des réunions de caractère politique avec les habitants. Deux jours avant, selon la même information, les insurgés avaient occupé les plantations Providencia Fernández, El Rosario et La Fama, à Quetzaltenango, où des réunions avec les travailleurs ont également été mises sur pied.

Enfin, on signale que le 31 juillet, des unités de l'ORPA ont occupé les propriétés Lupita Linda et Nahuatancillo, à El Tumbador, San Marcos.

HARCELEMENT DE L'ARMEE

Le 5 août, l'EGP signalait que des forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient affronté, le 29 juillet, à Tzumal Grande, El Quiché, une colonne des forces gouvernementales, composée de 150 soldats, occasionnant à ladite colonne 8 pertes.

L'EGP signale que quelques jours auparavant, d'autres unités rebelles avaient attaqué des positions de l'armée dans la région de La Unión Cuarto Pueblo, à Ixcán, situé à El Quiché, où elles ont repoussé le feu d'un hélicoptère grâce à des tirs de fusils et mitrailleuses. L'EGP déplore la perte d'une guérillero, tombée au cours du premier combat mentionné.

ATTAQUE D'UN CAMPEMENT PETROLIER

Le 2 août, le porte-parole de l'armée, le Colonel Marco Antonio Castellanos déclarait qu'une unité insurrectionnelle avait attaqué, le même jour, un campement pétrolier situé dans la municipalité de Poptún, à El Petén.

A l'arrivée des insurgés, un combat a éclaté les opposant aux forces gouvernementales stationnées à cet endroit, provoquant la perte d'un soldat et d'un insurgé. Cette information émane de source officielle. C'est dans cette région que les Forces Armées Rebelles - FAR - livrent combat.

SITUATION SOCIALE

AUGMENTATION SALARIALE EXIGEE

Le 1^{er} août, la Fédération Centrale des Travailleurs du Guatemala -FECETRAG-, demandait une augmentation générale des salaires pour les travailleurs ruraux et citadins dans l'ensemble du pays. Les représentants de cette fédération ont remis un document aux Ministres de l'Economie et du Travail, où il est en outre stipulé qu'ils protestent contre la hausse immodérée des prix des denrées constituant le panier de la ménagère et autre produit de première nécessité.

DROITS DE L'HOMME

TORTURE DANS LES PRISONS

Le journal El Gráfico du 31 juillet relatait le cas d'une femme non identifiée, une paysanne qui est morte, du fait des tortures qu'elles a subies dans une prison de la municipalité de El Tumbador, à San Marcos.

D'après cette information, la femme avait été enlevée, illégalement, dans la bourgade Las Cruces, puis transférée en prison où elle fut battue jusqu'à ce qu'elle sombre dans l'inconscience. C'est alors qu'elle a été étranglée. Le fait a été imputé au fonctionnaire Rosendo Velásquez, Evaristo Barrios et Mamerto Fuentes.

ASSASSINAT DE CONJOINTS

L'étudiant en Droit et le patron du Secrétariat du Bien-être Social, Baldomero

Alvarado Grijalva et son épouse María del Carmen Canel, ont été assassinés, au petit matin du mercredi 31 juillet, en face de leur domicile, situé dans la 4^e rue et 23^e avenue de la zone 6 de la capitale.

Selon les dénonciations des témoins, les victimes s'apprêtaient à entrer dans leur domicile, au petit matin, lorsqu'un groupe d'hommes armés, identifiés comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementales les ont agressé en utilisant des grenades et des mitrailleuses, qui ont également provoqué des blessures chez une autre personne, madame María Dolores Alvarado.

PAS D'INFORMATIONS SUR LES DISPARUS

Le 2 août, Nineth Montenegro de García, dirigeant du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, au cours d'une réunion des proches des personnes séquestrées qui s'est tenue en face du Palais National, a affirmé qu'en dépit des multiples appels et offres effectuées par le gouvernement, aucune information n'a été fournie sur la situation actuelle des détenus et disparus.

Cette réunion qui a duré une heure et demie et qui a occasionné un impressionnant déploiement des forces de sécurité et l'encerclement du Palais National, comptait en son sein, outre quelques centaines de parents, des délégués des Brigades de Paix du Canada et des Etats-Unis.

LE NOMBRE D'ENLEVEMENTS S'ACCROIT

Le 5 août, des dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel ont fait savoir que selon le GAM, qui se fonde sur des statistiques propres, le plus grand nombre de détentions et de disparitions perpétrées dans le pays date du 8 août 1983, lorsque le Général Oscar Mejía Victores a assumé le pouvoir. Les dirigeants du GAM ont annoncé une journée de jeûne national, le 16 août, aux fins d'exercer une pression auprès des autorités et obliger ces dernières à donner des renseignements sur les personnes qu'elles ont fait séquestrer et pour qu'elles fassent réapparaître les disparus.

Le GAM a également ajouté que jusqu'à aujourd'hui, 700 recours de libération à titre individuel en faveur du même nombre de personnes détenues où disparues se sont avérés vains.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx